



FACE AUX ATTAQUES PATRONALES, IL FAUT UNE CONTRE-ATTAQUE DES TRAVAILLEURS !

Michel Barnier, un vieux politicard de droite, remplacé par François Bayrou, un autre vieux politicard de droite. Ça nous fait une belle jambe ! Pendant que les médias s'excitent sur le devenir de ce nouveau gouvernement, la vie suit son cours avec son lot d'attaques patronales contre les travailleurs.

Ce n'est pas à nous de payer pour leur dette

Au prétexte de « déficit budgétaire » et de dette, il faudrait économiser des dizaines de milliards d'euros. L'agence Moody's, notant les capacités de remboursement des États, a baissé la note de la France en conséquence du renversement de Michel Barnier, histoire de rappeler au nouveau gouvernement qu'il doit aller dans le même sens que ses prédécesseurs, c'est-à-dire une politique d'austérité.

Mais l'austérité, ce n'est que pour les classes populaires : pour les entreprises et leurs actionnaires, c'est open bar ! Pour l'année 2023, l'État français a payé, à la place des patrons, 80 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires. Sans compter la mise en place de 467 dispositions fiscales dérogatoires, alors même que les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont été de 149 milliards d'euros en 2023 et devraient avoisiner le même montant en 2024.

De l'argent, il y en a, mais les dirigeants politiques ont depuis longtemps choisi leur camp. Coupes de budget dans l'éducation – avec des suppressions de postes alors que les classes sont trop chargées –, les hôpitaux – malgré les promesses de Macron, on continue de supprimer des lits –, la culture. Mais les riches pourront toujours se payer des hôpitaux et écoles privés pour eux et leurs enfants.

Le tsunami des licenciements : une attaque générale du patronat

Depuis des mois, les annonces de licenciements s'accumulent, comme chez MA France, Valeo, Michelin, Auchan, Vencorex, ArcelorMittal, ExxonMobil, etc. Un véritable tsunami contre les travailleurs. Une vague qui touche également nos voisins allemands, chez Volkswagen, Bosch ou Thyssen.

Pourtant, toutes les entreprises qui licencient ont revendiqué d'énormes profits au cours de ces dernières années. Elles n'ont pas de souci mais veulent seulement dégager encore plus de profits en supprimant des postes de travail. La production sera répartie dans d'autres usines, comme pour le courrier de La Poste, qui se prépare à fermer sept plateformes industrielles de tri du courrier.

Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaire de Grenoble en scannant le QR code ou à l'adresse suivante :

<https://framalistes.org/sympa /subscribe/ newsletternpagrenobleisere>



Faire converger les luttes isolées

Le patronat, appuyé par l'État, est à l'attaque sur tous les fronts. Il faut riposter sans attendre une quelconque solution électorale.

On pouvait espérer que les différents mouvements prévus par les confédérations syndicales – la grève du 5 décembre, celle du 12 – annonçaient une volonté de faire converger les colères. Mais non ! Des travailleurs se battent dans la chimie, chez les sous-traitants de l'automobile, isolés, et rien n'est fait pour faire converger les luttes et peser vraiment sur la situation politique. Les directions syndicales ne voient dans chaque journée de mobilisation qu'une occasion « d'interpeller les pouvoirs publics et le président de la République », comme l'a déclaré Sophie Binet, la dirigeante de la CGT, sur RTL.

Face aux attaques des patrons, nous n'avons rien à attendre de négociations dans les salons de Matignon ou des conseils d'administration des patrons. Nous pouvons nous organiser, construire des liens de lutte, à l'image des équipes de Stellantis Poissy (Yvelines) qui ont soutenu leurs collègues de Douvrin (Pas-de-Calais) mardi 10 décembre. Ou encore, à l'exemple des salariés de la plateforme chimique Vencorex du Pont-de-Claix (Isère), en grève depuis bientôt deux mois, qui sont allés soutenir sur place le piquet de grève de leurs voisins d'Arkema.

Comme on le dit dans les manifs : « C'est pas dans les salons, c'est pas à Matignon qu'on obtiendra satisfaction », mais en prenant directement notre sort en main !

Collecte en soutien à notre activité !

Ce Mardi 17 décembre, nos diffuseurs seront à la porte du CHAI à l'embauche du matin et de 12h à 14h pour recueillir vos dons en soutien à Révolutionnaires.

Ces dons permettront à ceux qui le souhaitent de soutenir la parution de ce bulletin qui dénonce les sales coups du patronat et, plus largement d'aider notre organisation : le NPA-Révolutionnaires

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-revolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Mobilisation au CHU de Grenoble pour plus de bras et de lits

Mardi dernier au CHU, un appel à la mobilisation avait été lancé pour dénoncer le manque de moyens ! Un campement devant l'hôpital sur plusieurs jours a ainsi été proposé pour mettre en avant les difficultés de nos métiers ! Même si la mobilisation est restée modeste, c'est un premier pas nécessaire pour nous permettre d'obtenir de véritables avancées !

Si la direction affirme que « plus de 320 professionnels soignants et 48 médecins séniors, dont des urgentistes, ont été recrutés depuis 2019. », les chiffres nationaux pointent une réalité bien différente et une casse générale des hôpitaux en France. Selon la Direction Statistique des Ministères Sociaux (DRESS) c'est près de 4 900 lits d'hospitalisation complète qui ont été supprimés en 2023 dans les hôpitaux en France, avec plus de 43 500 lits fermés depuis fin 2013 !

Au CHU de Grenoble, nos collègues n'hésitent pas à avancer un chiffre moyen de 60 patients restant sur les brancards le matin au moment de la relève !

Ce premier embryon de mobilisation reconductible est un premier pas ! Car gouvernement démissionnaire ou pas, nous n'obtiendrons des avancées que par nos luttes ! Alors même que les suppressions de postes et de moyens touchent toute la fonction publique, l'heure est à la convergence de nos mobilisations avec nos autres collègues de l'Éducation, des services sociaux... et même du privé, pour peser sur le gouvernement et enfin obtenir de réelles avancées !

Au centre hospitalier de Bourgoin-Jallieu, des salarié.e.s toujours sous pression

Au Centre Hospitalier Pierre Oudot (CHPO) de Bourgoin-Jallieu, les conditions de travail continuent de se dégrader. : 30 % de lits supplémentaires ont été fermés durant l'année 2024 soit... une cinquantaine !

A cela, s'ajoute la fermeture des services d'urgences à de nombreuses reprises ces derniers mois à cause d'un manque de médecins urgentistes. En effet, rien qu'entre juillet et septembre, les services d'urgence ont été fermés durant la nuit pas moins de ... 14 fois !

Ces conditions de travail fortement dégradées nuisent bien sûr sur la qualité de travail de nos collègues et sur notre capacité à prendre en charge nos patients de manière correcte. A Bourgoin-Jallieu, ce sont particulièrement les services de psychiatrie et de pédopsychiatrie qui sont touchés par ce manque de moyens ! Résultat : des patients laissés à eux même, des travailleurs des urgences qui gèrent les urgences psychiatriques, et des collègues qui cumulent jusqu'à 300 heures supplémentaires pour combler les trous... et parfois sans être payées ou récupérées !

Pourtant, la direction, qui reconnaît les chiffres cités ci dessus, affirme que tout va bien au CHPO car elle a mis en place « une communauté de managers avec des formations communes à l'ensemble des corps de métiers d'encadrement (médecins, directeurs, cadres). » !

Pourtant, au-delà de managers, nous aurions surtout besoin de moyens et d'embauches pour nous permettre de

travailler correctement et dans des conditions sereines ! Voilà des revendications que nous pourrions mettre en avant lors d'une mobilisation collective , pour la défense de l'hôpital et de nos conditions de travail !

A Gap : nos collègues infirmiers en bloc opératoire en grève !

Pour casser les moyens et les salaires, notre (ex) gouvernement a trouvé une nouvelle astuce ! Ainsi le 23 Octobre dernier, un nouveau décret permettait aux infirmiers qui n'ont qu'un an d'expérience au bloc opératoire et une formation express de 21 heures, de prendre la place des IBODE (infirmiers en bloc opératoire diplômés d'État) ! Une petite entourloupe bien pratique pour le gouvernement, puisqu'elle permet de payer une formation « au rabais » pour ces infirmiers ... et surtout de les rémunérer moins cher !

Une énième opération à visée économique, qui met en danger nos patients ! Comment penser que nos collègues infirmiers, déjà épuisés et sous pression constantes, puissent être formés aux soins parfois compliqués nécessaires en bloc opératoire... en 21h ?!

La grève des collègues de Gap a été suivie par nos collègues IBODE, mais aussi par les infirmiers non spécialisés, pas dupes de l'entourloupe du gouvernement ! Voilà un exemple de solidarité entre les travailleurs de la santé qui donne à réfléchir pour une mobilisation plus générale de l'ensemble des collègues sur les conditions de travail et les moyens !

Déterminés : dans les Hautes-Pyrénées, en grève !

Le personnel de l'hôpital de Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées entame sa 5e semaine de grève. Avec 50% de grévistes tous services confondus, ils n'entendent reculer sur aucun sujet : recrutement médical et paramédical, moyens supplémentaires pour assurer leurs missions et préserver leur sécurité, notamment en psychiatrie où les agressions se sont multipliées.

Depuis le début de la mobilisation, ils ont obtenu 4 postes d'infirmiers. La lutte paie !

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DANS LA 1ÈRE CIRCONSCRIPTION DE L'ISÈRE

PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES

CANDIDAT
BAPTISTE ANGLADE
Travailleur social dans l'agglomération grenobloise

SUPPLÉANTE
RAPHAËLLE MIZONY
Étudiante
Porte-parole du NPA jeunes Révolutionnaires

NPA RÉVOLUTIONNAIRES GRENOBLE



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com